

F. 95 — 1212

[C — 27194]

23 MARS 1995. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les critères objectifs de répartition du Fonds spécial de l'aide sociale revenant aux centres publics d'aide sociale de la Région wallonne à l'exception des centres publics d'aide sociale de la Communauté germanophone

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française notamment l'article 3, 7°;

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, notamment l'article 105, modifié par la loi du 31 décembre 1983;

Vu le décret du 20 juillet 1989 fixant les règles du financement général des communes wallonnes, notamment l'article 3, modifié par le décret du 5 novembre 1992;

Vu l'avis n° 10/1995 du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne, donné le 14 mars 1995;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que celle-ci résulte d'une part de la nécessité d'adapter les critères de répartition actuels du fonds spécial de l'aide sociale afin d'encourager les centres publics d'aide sociale à développer des actions sociales dans le domaine de l'aide locative, l'urgence sociale, l'aide aux personnes surendettées et, d'autre part, par la nécessité de les informer au plus vite des critères d'application dès 1995;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Généralités

Article 1er. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1er de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° « Ministre » : le membre du Gouvernement qui a l'action sociale dans ses attributions;

2° « travailleur social » : le travailleur social statutaire ou contractuel rémunéré pendant au moins six mois durant l'année précédant l'année de répartition, à l'exception des travailleurs sociaux engagés dans le cadre d'un programme de résorption du chômage ou pour lesquels le centre bénéficie d'une subvention au moins équivalente à la subvention accordée par le Gouvernement wallon pour un agent contractuel subventionné à 1 point;

3° « centre » : tout centre public d'aide sociale situé en Région wallonne, à l'exception des centres qui dépendent de la Communauté germanophone;

4° « charges nettes » : les dépenses nettes à charge du centre énoncées au compte de la pénultième année qui précède l'année de répartition, déduction faite des recettes de toutes natures relatives au remboursement des frais tels que quotes-parts des bénéficiaires, récupération à charge du bénéficiaire ou des débiteurs alimentaires, subsides;

5° « année de répartition » : l'année à laquelle se rapporte la répartition.

CHAPITRE II. — Critères de répartition

Art. 3. 27 % du Fonds spécial de l'aide sociale, ci-après dénommé « le Fonds » sont répartis par parts égales entre les centres de Charleroi et de Liège.

73 % du Fonds sont répartis entre les autres centres situés en Région wallonne, à l'exception des centres qui dépendent de la Communauté germanophone.

Art. 4. § 1er. Il est attribué aux centres visés à l'article 3, alinéa 2 une allocation forfaitaire de 500 000 francs, lorsque le centre affecte à temps plein un travailleur social à la mission de coordination prévue à l'article 62 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale.

L'allocation visée à l'alinéa 1er est portée à 1 000 000 de francs lorsque le centre qui dessert une population de plus de 25 000 habitants affecte à temps plein au moins deux travailleurs sociaux à la mission de coordination.

§ 2. Les forfaits visés au § 1er sont majorés d'un montant de 100 000 francs par centre qui s'associe par convention à un centre visé au § 1er.

Dans le cas visé à l'alinéa 1er, la convention détermine les parts de l'allocation revenant à chacun des centres concernés.

§ 3. Lorsque la mission de coordination est assurée par un travailleur social à temps partiel, les montants sont réduits à due concurrence, les prestations étant comptées en dixièmes.

§ 4. La coordination visée au § 1er doit engager par convention écrite au moins trois partenaires publics ou privés et, au moins, garantir la mise en place d'un dispositif lié à une action coordonnée et évaluée portant sur deux des objectifs suivants :

1° l'insertion socio-professionnelle;

2° la protection de la santé ou la mise en œuvre du droit au logement au profit des personnes aidées par le centre ou dans une situation de précarité;

3° la médiation de dettes telle que prévue par le décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes;

4° le maintien à domicile des personnes âgées.

Art. 5. Après attribution de l'allocation visée à l'article 4, alinéa 1er, le solde de la dotation mentionnée à l'article 4, alinéa 2, est réparti de la manière suivante :

1° 25 % au prorata du nombre de travailleurs sociaux que le centre occupe en cette qualité, à l'exclusion des travailleurs sociaux visés à l'article 4;

2° 25 % au prorata des dépenses du centre consacrées au paiement du minimum de moyens d'existence;

3° 12 % au prorata des charges nettes supportées par le centre pour les prestations de services agréés d'aide aux familles ou aux personnes âgées, organisés par le centre ou par une institution publique ou privée avec laquelle le centre a conclu une convention écrite;

4° 11 % au prorata du nombre de lits agréés de maisons de repos pour personnes âgées ou de maisons de repos et de soins, gérées par le centre ainsi qu'au prorata des parts prises par le centre dans les intercommunales ou les associations visées au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale gérant de tels établissements;

5° 7 % au prorata des charges nettes du service de repas servis à domicile organisé par le centre ou par un service privé ou public avec lequel le centre a passé une convention écrite;

6° 6 % au prorata des charges nettes du centre relatives à la prise en charge de la rémunération des bénéficiaires mis au travail ou des frais liés à la formation dans le cadre de contrats d'intégration sociale, en application des articles 60, § 7, et 61 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, y compris dans le cadre de conventions passées, en vertu de ces dispositions et de l'arrêté royal du 24 mars 1993 fixant les conditions minimales et les modalités auxquelles doivent répondre les contrats contenant un projet individualisé d'intégration sociale, avec des organismes de formation ou des entreprises d'insertion professionnelle organisés par les pouvoirs publics ou agréés par eux;

7° 5 % au prorata du nombre de lits agréés d'établissements gérés par le centre et destinés à l'hébergement d'enfants mineurs;

8° 5 % au prorata des charges nettes relatives à l'aide locative accordée par le centre et aux aides complémentaires permettant de faire face aux besoins en matière de logement ainsi qu'à l'aide urgente octroyée aux sans-abri et dans le cas d'événements reconnus comme calamités;

9° 3 % au prorata des charges nettes supportées par le centre dans le cadre des services de soins à domicile organisés par le centre ou par une institution publique ou privée avec laquelle le centre a conclu une convention écrite;

10° 1 % au prorata des charges nettes supportées par le centre pour l'hébergement de personnes âgées dans des maisons de repos et/ou des maisons de repos et de soins à but non lucratif, agréées, dont le centre public d'aide sociale n'assure pas la gestion en propre ou en participation.

L'application du critère visé à l'alinéa 1er, 8° est conditionnée par :

1° la transmission au bourgmestre des besoins du centre justifiant la mise en œuvre du droit de réquisition visé à l'article 134bis de la nouvelle loi communale;

2° l'adoption d'un règlement d'ordre intérieur fixant les procédures garantissant l'octroi de l'aide urgente aux sans-abri.

Art. 6. Les critères visés à l'article 5 sont, avant répartition, multipliés par le coefficient fiscal et le facteur correcteur visés aux articles 15 et 17 du décret du 20 juillet 1989 fixant les règles du financement général des communes wallonnes.

Pour l'application de l'alinéa 1° sont pris en considération :

1° le produit communiqué par le Ministère des Finances de la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques pour l'avant-dernier exercice d'imposition qui précède celui de la répartition;

2° le montant des redevances et impôts communaux autres que la taxe visée au 1° et portés en droits constatés, propres à l'exercice, au service ordinaire des comptes communaux de la pénultième année qui précède celle de la répartition;

3° le revenu cadastral imposable par commune de l'ensemble des biens ordinaires bâtis et non bâtis résultant des renseignements communiqués par l'Administration centrale du Cadastre au Ministère des Finances et se rapportant à l'avant-dernier exercice d'imposition qui précède celui de la répartition.

Art. 7. Les forfaits visés à l'article 4 sont attribués aux conditions fixées par le Ministre.

Art. 8. Les dépenses visées à l'article 5, 2°, sont celles qui se rapportent à la pénultième année précédant l'année de répartition et qui font l'objet des relevés transmis par le centre à l'administration fédérale chargée du contrôle et de la liquidation de ses subventions.

Art. 9. Le nombre de lits visés à l'article 5, 4° et 7° est celui existant au 31 décembre de l'année précédant l'année de répartition.

Pour l'application du présent arrêté, sont assimilés aux lits agréés, les lits exploités sous régime d'agrément provisoire ou d'autorisation de fonctionnement provisoire.

Art. 10. Pour l'application du présent arrêté, les comptes auxquels il est fait référence sont les comptes de fin d'exercice approuvés par le conseil communal, ou, à défaut, les comptes arrêtés par le conseil de l'aide sociale et transmis aux autorités de tutelle conformément à l'article 89 de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale.

Art. 11. Dans tous les cas de prise en compte des charges nettes, le montant réparti est limité, pour chacun des critères et pour chaque centre, à 75 % de la dépense nette supportée par le centre pour ce critère. Les montants non utilisés en application de cette règle sont ajoutés au montant réparti en application de l'article 5, 2°.

Art. 12. Les informations nécessaires à l'application du présent arrêté doivent être fournies par le centre dans les deux mois de la demande qui lui en est faite.

Lorsqu'un centre n'a pas communiqué les données pour la date fixée, il est tenu compte, pour le calcul de sa quote-part dans le fonds spécial de l'aide sociale, de la moitié des données les plus récentes.

Les informations, certifiées conformes par le président et le secrétaire du centre, sont contrôlées par les services du Ministère de la Région wallonne qui informent le centre de toute rectification. Le centre dispose d'un recours auprès du Ministre.

CHAPITRE III. — Liquidation

Art. 13. Les modalités de liquidation du Fonds sont fixées par le Ministre.

Deux avances trimestrielles sont accordées aux centres.

Elles sont versées dans le courant du deuxième mois des deux premiers trimestres et sont égales à 25 % des quotes-parts attribuées aux centres dans la répartition de leur dotation de l'année précédente.

Art. 14. S'il est constaté, après répartition, qu'une erreur a été commise au détriment d'un centre, la somme dont celui-ci a été privé lui est allouée à l'occasion de la répartition correspondante afférant à l'année suivante.

La régularisation n'a pas lieu si le centre a transmis des informations erronées.

En cas d'erreur au profit d'un centre, un arrêté du Gouvernement constate le montant excédentaire. Cet arrêté est notifié au centre et entraîne la suspension du paiement des avances pour l'année suivante. Le montant est récupéré en priorité sur la part du Fonds revenant l'année suivante au centre, sans préjudice du droit pour la Région wallonne de récupérer l'indu conformément à la législation relative au recouvrement des sommes payées indûment.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 15. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 novembre 1991 fixant les critères objectifs de répartition de la partie du Fonds spécial de l'aide sociale revenant aux centres publics d'aide sociale de la Région wallonne, à l'exception des centres publics d'aide sociale de la Communauté germanophone, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 7 septembre 1992, est abrogé.

Art. 16. Le Ministre ayant l'action sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 17. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1995.

Namur, le 23 mars 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

W. TAMINIAUX

VERTALING

N. 95 — 1212

[C — 27194]

23 MAART 1995. — **Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de objectieve criteria voor de verdeling van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn dat aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van het Waalse Gewest toekomt, met uitzondering van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van de Duitstalige Gemeenschap**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 3, 7°;

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, inzonderheid op artikel 105, gewijzigd bij de wet van 31 december 1983;

Gelet op het decreet van 20 juli 1989 tot vaststelling van de regelen inzake algemene financiering van de Waalse gemeenten, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij het decreet van 5 november 1992;

Gelet op het advies nr. 10/1995 van de Hoge Raad voor steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest, gegeven op 14 maart 1995;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat deze voortkomt, enerzijds, uit de noodzaak de huidige verdelingscriteria van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn aan te passen om de openbare centra voor maatschappelijk welzijn ertoe aan te sporen sociale acties te ontwikkelen op het gebied van locatieve hulp, maatschappelijke urgentie, hulp aan personen die een overgrote schuldenlast hebben en, anderzijds, uit de noodzaak die zo spoedig mogelijk in kennis te stellen van de criteria van toepassing vanaf 1995;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van deze Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « Minister » : het lid van de Regering tot wiens bevoegdheden sociale actie behoort;

2° « maatschappelijk werker » : de statutair of contractueel tewerkgestelde maatschappelijk werker die minimum zes maanden lang werd betaald gedurende het jaar dat voorafgaat aan dat van de verdeling, met uitzondering van de maatschappelijk werkers die in het kader van een programma tot bestrijding van de werkloosheid in dienst zijn genomen, of voor wie het centrum een toelage krijgt die tenminste gelijkwaardig is aan de door de Waalse Regering verleende toelage voor een contractueel agent die voor 1 punt gesubsidieerd wordt;

3° « centrum » : ieder openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn gelegen in het Waalse Gewest, met uitzondering van de centra die onder de Duitstalige Gemeenschap ressorteren;

4° « nettolasten » : de netto-uitgaven ten laste van het centrum die vermeld worden in de rekening van het voorlaatste jaar dat aan het verdelingsjaar voorafgaat, na aftrek van de inkomsten van alle aard betreffende de terugbetaling van kosten zoals aandelen van de begunstigden, terugwinningen ten laste van de begunstigden of van de voedingsschuldenaren, subsidies;

5° « verdelingsjaar » : het jaar waarop de verdeling slaat.

HOOFDSTUK II. — *Verdelingscriteria*

Art. 3. 27 % van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn, hierna « het Fonds » genoemd, wordt op gelijke wijze verdeeld over de centra van Charleroi en Luik.

73 % van het Fonds wordt verdeeld over de overige centra gelegen in het Waalse Gewest, met uitzondering van de centra die onder de Duitstalige Gemeenschap ressorteren.

Art. 4. § 1. Aan de centra bedoeld in artikel 3, lid 2, wordt een forfaitaire toelage van 500 000 frank toegekend, indien het centrum een full-time maatschappelijk werker aanwijst voor de coördinatieopdracht bepaald in artikel 62 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

De in lid 1 bedoelde toelage wordt tot 1 000 000 frank verhoogd indien het centrum dat een bevolking van meer dan 25 000 inwoners bedient ten minste twee full-time maatschappelijk werkers aanwijst voor de coördinatieopdracht.

§ 2. De forfaitaire bedragen bedoeld in § 1 worden vermeerderd met een bedrag van 100 000 frank per centrum dat een overeenkomst tot vereniging aangaat met het in § 1 bedoelde centrum.

In het geval bedoeld in lid 1 bepaalt de overeenkomst het deel van de toelage dat ieder centrum toekomt.

§ 3. Wordt de coördinatieopdracht waargenomen door een part-time maatschappelijk werker, dan worden de bedragen verminderd tot het passende beloop en worden de verstrekkingen in tienden berekend.

§ 4. De coördinatie bedoeld in § 1 moet bij schriftelijke overeenkomst minstens drie privé- of openbare partners in dienst nemen en ten minste de oprichting waarborgen van een stelsel dat verband houdt met een gecoördineerde en geëvalueerde actie die twee van de volgende doeleinden betreft :

1° de sociale integratie en inschakeling in het arbeidsproces;

2° de bescherming van de gezondheid of de verwezenlijking van het recht tot huisvesting ten gunste van de personen geholpen door het centrum of in een zorgelijke toestand;

3° de schuldbemiddeling zoals voorzien in het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling;

4° de thuishouding van bejaarden.

Art. 5. Na toekenning van de in artikel 4, lid 1, bedoelde toelage wordt het saldo van de in artikel 4, lid 2, vermelde dotatie verdeeld als volgt :

1° 25 % naar rata van het aantal maatschappelijk werkers die in deze hoedanigheid voor het centrum werken, met uitzondering van de maatschappelijk werkers bedoeld in artikel 4;

2° 25 % naar rata van de uitgaven van het centrum die aan de betaling van het bestaansminimum worden besteed;

3° 12 % naar rata van de nettolasten gedragen door het centrum voor de prestaties van erkende diensten voor hulpverlening aan gezinnen of bejaarden, georganiseerd door het centrum of door een privé- of openbare instelling waarmee het centrum een schriftelijke overeenkomst heeft gesloten;

4° 11 % naar rata van het aantal erkende bedden van rusthuizen voor bejaarden of rust- en verzorgingshuizen, beheerd door het centrum, alsook naar rata van de inbreng van het centrum in de intercommunale verenigingen of de verenigingen bedoeld in hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn die dit soort van instellingen beheren;

5° 7 % naar rata van de nettolasten van de dienst voor de maaltijden die aan huis worden bezorgd, georganiseerd door het centrum of door een privé- of openbare dienst waarmee het centrum een schriftelijke overeenkomst heeft gesloten;

6° 6 % naar rata van de nettolasten van het centrum betreffende de overname van de bezoldiging van de tewerkgestelde begunstigden of van de kosten verbonden aan de opleiding in het kader van de contracten van sociale integratie, op grond van de artikelen 60, § 7, en 61, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, alsook in het kader van de overeenkomsten die met de door de overheid georganiseerde of door haar erkende opleidingsinrichtingen of instellingen voor beroepsintegratie gesloten werden, krachtens deze bepalingen en het koninklijk besluit van 24 maart 1993 tot vaststelling van de minimumvoorwaarden en de modaliteiten waaraan de contracten betreffende een geïndividualiseerd project voor sociale integratie moeten voldoen;

7° 5 % naar rata van het aantal erkende bedden van instellingen die door het centrum worden beheerd en die voor de huisvesting van minderjarige kinderen bestemd zijn;

8° 5 % naar rata van de nettolasten betreffende de door het centrum verleende locatieve hulp en de complementaire hulpen die verleend worden om de behoeften inzake huisvesting alsook dringende hulp aan daklozen en in geval van als ramp erkende gebeurtenissen het hoofd te kunnen bieden;

9° 3 % naar rata van de nettolasten gedragen door het centrum in het kader van verzorgingsdiensten aan huis georganiseerd door het centrum of door een privé- of openbare instelling waarmee het centrum een schriftelijke overeenkomst heeft gesloten;

10° 1 % naar rata van de nettolasten gedragen door het centrum voor de huisvesting van bejaarden in erkende rusthuizen en/of rust- en verzorgingshuizen zonder winst oogmerk, waarvan het beheer niet door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn op zijn eigen of in participatie wordt waargenomen.

De toepassing van het criterium bedoeld in lid 1, 8°, wordt aan bepaalde voorwaarden onderworpen, namelijk :

1° de mededeling aan de burgemeester van de behoeften van het centrum die een toepassing van het vorderingsrecht bedoeld in artikel 134bis van de nieuwe gemeentewet rechtvaardigen;

2° het aannemen van een huishoudelijk reglement dat de procedures vaststelt die de toekenning van de dringende hulp aan daklozen waarborgen.

Art. 6. De in artikel 5 bedoelde criteria worden, vóór verdeling, vermenigvuldigd met de fiscale coëfficiënt en de correctiefactor bedoeld in de artikelen 15 en 17 van het decreet van 20 juli 1989 tot vaststelling van de regelen inzake algemene financiering van de Waalse gemeenten.

Voor de toepassing van lid 1° worden in aanmerking genomen :

1° de door het Ministerie van Financiën meegedeelde opbrengst van de gemeentebelasting, toegevoegd aan de personenbelasting voor het voorlaatste aanslagjaar dat voorafgaat aan dat van de verdeling;

2° het bedrag van andere gemeentelijke heffingen en belastingen dan de in 1° bedoelde taks, die als vastgestelde rechten, eigen aan het dienstjaar, worden geboekt op de gewone dienst der gemeentelijke rekeningen van het voorlaatste jaar dat voorafgaat aan dat van de verdeling;

3° het belastbaar kadastraal inkomen per gemeente van het geheel van de bebouwde en onbebouwde gewone goederen voortvloeiend uit de inlichtingen medegedeeld door het Hoofdbestuur van het Kadaster van het Ministerie van Financiën en dat betrekking heeft op het voorlaatste aanslagjaar dat voorafgaat aan dat van de verdeling.

Art. 7. De forfaitaire bedragen bedoeld in artikel 4 worden toegekend volgens de door de Minister vastgestelde bepalingen.

Art. 8. De kosten bedoeld in artikel 5, 2°, zijn deze die voortkomen uit het voorlaatste jaar dat aan het verdelingsjaar voorafgaat en waarvoor het centrum overzichten overgemaakt heeft aan het federale bestuur belast met de controle en uitbetaling van zijn toelagen.

Art. 9. Het aantal bedden bedoeld in artikel 5, 4° en 7° is het aantal dat vastgesteld wordt op 31 december van het jaar dat voorafgaat aan het verdelingsjaar.

Voor de toepassing van dit besluit worden gelijkgesteld met erkende bedden, de bedden die worden uitgebaat onder het stelsel van voorlopige erkenning of van vergunning tot voorlopige werking.

Art. 10. Voor de toepassing van dit besluit zijn de rekeningen waarnaar verwezen wordt, de rekeningen van het einde van het jaar, goedgekeurd door de gemeenteraad of, bij gebrek eraan, de rekeningen zoals vastgesteld door de raad voor maatschappelijk welzijn en overgezonden naar de toezichthoudende overheden overeenkomstig de bepalingen van artikel 89 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Art. 11. In alle gevallen waarin de nettolasten in aanmerking worden genomen wordt het verdeelde bedrag, voor elk criterium en voor elk centrum, beperkt tot 75% van de netto-uitgave gedragen door het centrum voor dat criterium. De bedragen die niet gebruikt worden op grond van deze regel worden aan het verdeelde bedrag toegevoegd overeenkomstig artikel 5, 2°.

Art. 12. Het centrum is ertoe gehouden de nodige inlichtingen met het oog op de toepassing van dit besluit over te maken binnen de twee maanden die op de aanvraag volgen.

Wordt dit niet gedaan voor de vastgestelde datum, dan wordt, voor de berekening van zijn aandeel in het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn, rekening gehouden met de helft van de nieuwste gegevens.

De door de voorzitter en de secretaris van het centrum voor eensluidend verklaarde inlichtingen worden gecontroleerd door de diensten van het Ministerie van het Waalse Gewest die het centrum over elke rectificatie inlichten. Het centrum beschikt over een beroep bij de Minister.

HOOFDSTUK III. — *Uitbetaling*

Art. 13. De uitbetalingsmodaliteiten van het Fonds worden door de Minister bepaald.

Twee driemaandelijke voorschotten worden aan het centrum toegekend.

Ze worden gestort in de loop van de tweede maand van de twee eerste kwartalen en bedragen 25% van de aandelen toegekend aan de centra in de omslag van de dotatie het jaar voordien.

Art. 14. Wanneer na verdeling wordt vastgesteld dat een vergissing werd gemaakt ten nadele van een centrum, wordt het bedrag dat het moest ontberen, aan het centrum toegekend ter gelegenheid van de overeenstemmende verdeling met betrekking tot het volgend jaar.

De regularisatie vindt niet plaats als het centrum verkeerde gegevens heeft overgemaakt.

Bij vergissing in het voordeel van een centrum wordt het onrechtmatig uitgekeerd bedrag vastgesteld door een besluit van de Regering. Dat besluit wordt ter kennis gebracht van het centrum en heeft tot gevolg dat de uitbetaling van voorschotten voor het volgende dienstjaar wordt geschorst. Het bedrag wordt prioritair teruggevorderd op het deel van het Fonds dat voor het volgend jaar aan het centrum toekomt, onverminderd het recht van het Waalse Gewest tot terugvordering van het niet verschuldigd bedrag, overeenkomstig de wetgeving betreffende de terugvordering van de ten onrechte uitbetaalde sommen.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 15. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 26 november 1991 tot vaststelling van de objectieve criteria voor de verdeling van het deel van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn dat aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van het Waalse Gewest toekomt, met uitzondering van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van de Duitstalige Gemeenschap, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 7 september 1992, wordt opgeheven.

Art. 16. De Minister van sociale actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 17. Dit besluit wordt van kracht op 1 januari 1995.

Namen, 23 maart 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

W. TAMINIAUX

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERIE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 95 — 1213

[S-C — 31142]

16 MARS 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux aides pour la collaboration d'experts en commerce extérieur

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 13 janvier 1994 concernant la promotion du commerce extérieur de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 décembre 1994;

Vu la décision de la Commission européenne du 23 janvier 1995;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre ayant l'Economie dans ses attributions;

Après délibération;

MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 95 — 1213

[S-C — 31142]

16 MAART 1995. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot toekenning van tegemoetkomingen voor de medewerking van exportdeskundigen

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 13 januari 1994 betreffende de bevordering van de buitenlandse handel van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 6 december 1994;

Gelet op de beslissing van de Europese Commissie van 23 januari 1995;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op voorstel van de Minister die Economie in zijn bevoegdheden heeft;

Na beraadslaging;